

Edito :

« Si nous faisons les moutons, nous serons tondus »

Jusqu'au bout, il décide d'appliquer le programme dont le Medef avait passé commande. TVA anti-sociale, pacte de compétitivité, remise en cause de la durée légale du temps de travail, règle d'or appliquée aux collectivités territoriales, pacte pour charognards avec le nouveau traité européen à la sauce du couple diabolique Sarko-Merckel...

A trois mois de la fin de son mandat, le Président candidat dont les scrupules n'étouffent pas, veut finir le sale boulot, en faisant ratifier par ses hommes de main à l'assemblée nationale et au conseil européen, de nouvelles lois et dispositions vénéneuses contre le monde du salariat et des retraités. Il a commencé son quinquennat en donnant aux riches. Il le termine en prenant toujours aux pauvres.

« Trop, c'est trop », tel est le mot d'ordre de la CES qui appelle les travailleurs actifs et retraités à une mobilisation géante dans toute l'Europe pour le 29 février.

Ripostons à ces coups de force, en faisant claquer ce jour là et après nos exigences revendicatives. Toutes nos organisations, tous nos collectifs militants, actifs et retraités investissent partout ce rendez-vous pour le réussir et donnent de la suite avec pour les retraités la semaine d'action de notre UFR du 12 au 16 mars, et à l'appel des USR pour faire gonfler notre pouvoir d'achat bien malmené.

**Vie nouvelle
m'informe
donc je m'abonne
6 numéros par an
au prix de 14,60€**

31 Janvier, un meeting qui fera date

Un Zénith plein à craquer. 6000 militants motivés et remontés sur le thème de la retraite au cœur de l'avenir. Retraite à 60 ans, prise en compte de la pénibilité. Des témoignages, des tables rondes et l'intervention de Bernard Thibault, sur le bilan peu glorieux de Sarkozy. L'opposition totale de la CGT au sabotage du droit social, et appel à l'action européenne du 29 février. Ce fut un grand moment de mobilisation intergénérationnelle, ainsi que pour tous ceux qui ont pu participer aux retransmissions organisées. Cela donne la pêche pour poursuivre et gagner.

Préparation de la 12^{ème} Conférence de notre UFR

Ça bouge dans les sections de retraités. Pour s'en convaincre, les échanges lors de la réunion téléphonique des animateurs des sections le 10 février, il était question que d'AG, de débats animés et constructifs, de derniers FNI à faire rentrer pour atteindre les 12.000 adhérents, d'actions à impulser. Continuons sur cette lancée pour une Conférence riche et porteuse d'espoir.

44 : Les retraités dans la rue

Le 7 février, à l'appel de l'USR CGT 44, 450 retraités, dont une trentaine de la FAPT se sont rassemblés à Nantes et à Saint-Nazaire pour faire entendre leur refus de l'austérité, surtout en matière de pouvoir d'achat. Comme à son habitude dans la période électorale, la CFDT a participé très timidement à ce rassemblement décidé en intersyndicale. Solidaires, FSU, CFTC, étaient pratiquement absents.

Profitant de cette action, la section UFR FAPT 44 a interpellé la délégation régionale de la Poste et obtenu une audience le 14 février. Ce sera l'occasion d'exprimer les revendications et de remettre une pétition « **vous nous avez oublié(e)s, pas nous !** »

La citation du mois :

« N'attends pas que les événements arrivent comme tu le souhaites. Décide de vouloir ce qui arrive, et tu seras heureux. » (Epictète)

D'ici le 1^{er} Avril, et après, pour nos pensions, on y va !

Après « l'intention » de geler les pensions, il faudrait selon la recommandation du président de la cour des comptes (*au fait qui préside ?*), désindexer la revalorisation annuelle par rapport aux prix. *Tiens, tiens !* Après le décrochage depuis 1993 par rapport aux salaires, ces rapaces n'en finissent pas de raboter nos pensions, conduisant nombre de retraités dans les difficultés de vie qui frisent l'indécence. Alors, oui, emparons-nous du matériel mis à la disposition des sections par notre UFR pour interpellier, partout, La Poste et France Télécom au cours de la semaine du 12 au 16 mars, et avec nos USR pour ne pas « lâcher » les élus coupables des mauvais coups.

FN : le miroir aux alouettes

Le vocabulaire de Marine Le Pen vise à enfumer l'électorat populaire. Elle dit tout et son contraire. Sa fausse augmentation des salaires est une entourloupe. Elle serait financée par un allègement des cotisations patronales qui creuserait à nouveau les comptes de la Sécu. Sans oublier la taxation des produits importés qui se traduiraient par une hausse des prix payés par qui ? Et bien, nous ! C'est du « copier coller » du nouveau plan d'austérité de Sarko et des attentes du Medef. Son programme nous donne pas envie de rigoler : moins de solidarité, moins de pouvoir d'achat, moins de fonctionnaires, la femme au foyer, les 35h au placard, le retour de la peine de mort, les syndicats au pilori, les manifs interdites, les immigrés... bref ça fait peur !!!

Infos sociales

Retraités de France Télécom

Notre UFR a pris connaissance, via une publication de l'ANR, que leurs adhérents bénéficieraient « seuls » de la gratuité de l'abonnement et d'une remise de 10% sur les produits et service pour les retraités. Tout ce qui permet de maintenir le lien de France Télécom avec ses anciens salariés est une bonne chose. Dans le cas présent, bonjour la division et l'ostracisme ! Notre UFR revendique des mesures équivalentes de celles des salariés actifs pour tous les personnels retraités sans exclusive du groupe France Télécom. Pour en discuter, notre fédération a renouvelé sa demande d'audience à la direction de FT. La dernière est sans réponse depuis le 9 mai 2011.

« Charonne, n'oublions jamais ! »

Le 8 février 1962, la répression policière a fait 9 morts, tous CGT dont 2 des PTT et des centaines de blessés parmi les syndicalistes qui manifestaient pacifiquement à Paris contre les attentats de l'OAS et la poursuite de la guerre en Algérie. Ils avaient répondu à l'appel de la CGT, de la CFTC, de l'UNEF, de la FEN de la région parisienne. Quelques semaines plus tard, De Gaulle doit reconnaître l'indépendance de l'Algérie, 132 ans après sa conquête.

Coût du travail : le jeu de flûte

Sarko, médias, économistes, politiciens de la pensée libérale... Ils ne parlent que de cela. Il serait soi-disant plus élevé en France que l'autre côté du Rhin. Ils pointent d'un doigt accusateur les cotisations payées par les entreprises, qui rappelons-le, sont une part du salaire socialisé, et évitent de rappeler l'utilité de ces prélèvements. Pas plus d'ailleurs qu'ils n'évoquent les autres coûts que ceux du travail, ceux du capital, notamment, avec la masse des dividendes et des intérêts versés qui contribuent à plomber nos productions.

Je m'informe aussi sur :

Le site internet de l'UCR :

www.ucr.cgt.fr

Le site internet de l'UFR :

www.cgt-fapt.fr

Pour un peu d'air, chiche !!!

Lors de l'émission « A vous de juger » en 2007, Sarkozy s'était engagé sur 5% de chômeurs à la fin de son quinquennat et conseillait aux Français d'en tirer les conséquences s'il échouait en finissant à 10%. Aujourd'hui, le taux de chômage en France atteint la barre des 10%. Le temps d'en tirer les conséquences est donc venu....

Les SDF n'ont qu'à rentrer chez eux !

Nora Berra n'a peur de rien, pas même du ridicule. Dans une note, la secrétaire d'Etat à la santé suggère aux SDF de rentrer chez eux pour ne pas subir les rigueurs de l'hiver. Cette bévue en dit assez sur le fossé qui existe entre ce pouvoir et la réalité humaine de notre pays. Nora Berra s'était déjà illustrée par son incompetence flagrante au moment du dévoilement de l'affaire du Médiateur alors qu'elle a été pendant 10 ans salariée des principaux labos pharmaceutiques. Oui, décidément, qu'ils dégagent tous !

La pauvreté qui tue

Combien de ceux qui vivent sans toit, dans le froid et la faim en ont fait le libre choix? Pourquoi? Parce que ces hommes et ces femmes sont les victimes directes du capitalisme, des délocalisations et en conséquence du chômage, des salaires et des pensions qui n'assurent plus le minimum pour survivre. Il y a des salariés sans domicile. Et une crise montée de toute pièce qui accélèrera encore la précarité. En 2012, il y aura plus de français dont des retraités soumis à l'impôt sur le revenu en plus de la hausse de la TVA. Rien n'est fait pour sortir ces gens de la misère sinon les y enfoncer un peu plus nombreux

Compte à rebours vers les 12000

Les 12 000 adhérents sont à notre portée et imaginons la « pêche » que cela donnerait aux travaux de la conférence de notre UFR si nous pouvions annoncer dès son ouverture, le 1^{er} jour que nous y sommes parvenus. Alors, ensemble et partout, allons chercher au domicile de nos syndiqués, les FNI manquants encore à nos compteurs.

International...

Grèce : L'exaspération est à son comble. Les grecs se mobilisent comme jamais contre la coalition gouvernementale qui veut leur faire avaler une nouvelle pilule de régression sociale.

Cuba : Un petit pays du tiers monde soumis à un scandaleux blocus économique depuis 50 ans, sans grandes richesses naturelles sinon ses intelligences et ses compétences, vient d'enregistrer avec sa médecine un progrès considérable dans un domaine affectant des millions d'hommes et de femmes. Elle a mis au point un vaccin thérapeutique pour lutter contre le cancer du poumon. Aux Etats-Unis, en Europe, en France, cette performance scientifique qui va profiter à toutes les équipes médicales de la planète est passée sous silence. Navrant !

Belgique : Ce pays a connu le 30 janvier sa première grève générale depuis 18 ans à l'appel des 3 grandes centrales syndicales Belge pour protester contre les mesures d'austérité du gouvernement et son projet de relever l'âge du départ à la retraite. Un véritable succès dans les transports, l'enseignement et la grande distribution.

Roumanie : Le gouvernement Roumain est tombé sous la pression de la rue mais le nouvel exécutif ne devrait pas pour autant calmer la colère des millions de gens asphyxiés par l'austérité et c'est ainsi que les indignés Roumains sont décidés à poursuivre la mobilisation malgré le froid et la démission du premier ministre.

Afghanistan, le prix de la guerre : Fidèle à sa habitude, Nicolas SARKOZY a « profité » de la mort tragique de 4 soldats pour parler d'un retrait anticipé des troupes Françaises de ce pays, mais il s'est bien gardé de parler du coût financier que représente la participation de la France en Afghanistan dans un conflit où elle n'a rien à faire, soit 300 millions € par an en moyenne depuis 2001.